

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1983)
Heft: 677

Rubrik: En bref

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

un hebdomadaire («Wochenzeitung», aujourd'hui engagée dans une très sérieuse opération «survie» malgré un succès remarquable dès son lancement). D'autres sont définitivement morts.

La presse romande? Bien présente dans la liste 1982, alors qu'en 1979, elle n'était guère prise en considération: signe des temps ou amélioration de la qualité rédactionnelle?

Journaux de langue française cités (hors la droite): «La Brèche», «CLIT 007», «Le Détonateur», «*Domaine Public*» (en italique, les titres mentionnés en 1979); «La Gazette des Pâturages», «Octobre», «Le Rebrousse-Poil», «Le Réveil anarchiste», «La Taupe», «*Tout va bien*».

Titres omis, notamment: «Solidarité ouvrière» (OSEO), «Revue syndicale», «Voix ouvrière» (les titres correspondant de langue allemande sont indiqués dans la liste).

Journaux de langue italienne:

«Azione Diretta», «Ottobre», «Rosso».

Titres omis, notamment: «Il Lavoratore», «Politica Nuova».

PARTICIPATION

Administrateurs: les bons et les méchants

Viscosuisse, l'un des tout grands du textile en Suisse (classé n° 2 en 1982, au hit-parade du «Tages Anzeiger») est aussi une filiale de Rhône-Poulenc, la grande entreprise chimique nationalisée l'an passé par le gouvernement français. Deux représentants syndicaux, membres du conseil d'administration de la maison mère, étaient l'autre jour en Suisse, à l'invitation de la Fédération des travailleurs du textile, de la chimie et du papier.

Pas de réception des hôtes français par la direction de Viscosuisse — et ce, avec l'accord express de la direction de Paris — et interdiction de visiter l'usine d'Emmenbrücke.

Comme quoi, il ne suffit pas d'être administrateur pour tenir le balai par le manche.

EN BREF

Dix ans de population étrangère en Suisse: 1973-1982. En 1973, le gros des contingents était formé de travailleurs «annuels», 39%, qui étaient suivis des «établis», 32%, puis des saisonniers, 17%, et enfin des frontaliers, 12%. L'année dernière, on dénombrait 55% de personnes actives étrangères au bénéfice d'un permis d'établissement, 18% au bénéfice d'un permis annuel, 16% de frontaliers et 11% de saisonniers. En 1982, 711 000 étrangers travaillaient en Suisse, soit 17% de moins qu'en 1973.

* * *

Nouveau coup d'éclat de M. Jean-Pascal Delamuraz, radical occupant les hautes fonctions que l'on sait à l'Exécutif cantonal vaudois: le responsable du Département de l'agriculture, de l'industrie et du commerce a trouvé le temps de percer à jour la dernière énigme (trouvez le nom de l'auteur!) de «La Nation» qui proposait à la perspicacité de ses

lecteurs un texte de M. Jean-Claude Piot, directeur de l'Office fédéral de l'agriculture, extrait d'un discours prononcé lors de l'ouverture de l'exposition sur le machinisme agricole au Palais de Beaulieu à Lausanne. Pourvu que M. J.-P. Delamuraz gagne au bingo!

* * *

L'horizon de l'Asuag (effectif total du groupe au 31 décembre dernier: 11 494 personnes), en attente d'une restructuration dictée par les conclusions des super-experts de la société Hayek, semble toujours aussi sombre à l'examen des premières données de l'exercice 1982 qui viennent d'être publiées: chiffres de vente en sensible diminution dans tous les secteurs, les montres de la gamme supérieure résistant tout de même mieux que les produits de la catégorie économique. Mais les ouvriers sauront sous peu à quelle sauce ils seront mangés: «L'Impartial» rappelait samedi que «les organes de l'Asuag se prononceront à fin mai au sujet des

structures et de la gestion future du groupe et que la restructuration financière fera l'objet de propositions qui seront soumises aux actionnaires lors de la prochaine assemblée des actionnaires le 29 juin». Mieux vaut tard que jamais?

* * *

Matraquage lassant: la droite suisse romande la plus réactionnaire — il y a peu les Groupements patronaux vaudois, il y a quelques jours l'Atout — se fait un devoir de répercuter les appréciations les plus catastrophistes sur l'évolution économique et sociale de la France du président Mitterrand. Pas d'argumentation, des slogans, directement calqués sur la propagande de l'opposition française, et assésés avec un manque de recul et de sens critique qui rebuterait même le «Figaro» ou le «Quotidien de Paris».

* * *

Etant admis que la relance Furgler ne les concernera que fort peu, les Jurassiens tentent de prendre leur sort en main. Voici par exemple la Banque Cantonale Jurassienne qui crée une société à capital risque. Un demi-million dans l'affaire. Il s'agit non pas de voler au secours d'entreprises en difficultés, mais de favoriser le lancement de produits nouveaux, susceptibles d'être commercialisés (les capitaux disponibles iront à des sociétés nouvelles, capables de régénérer le tissu industriel jurassien). Intervention «étatique» nuancée: après une durée de cinq à huit ans, la Banque Cantonale Jurassienne prévoit de céder ses participations.

* * *

Magnifique opération de «L'Hebo» qui, organisant de main de maître la pression de l'opinion publique romande, contraint Pro Helvetia à acquiescer, pour la somme de 700 000 francs, une partie de l'hôtel Poussepin à Paris (quartier du Marais) pour servir de centre culturel helvétique. Qui lancera une nouvelle souscription publique pour que les travaux de rénovation indispensables soient menés dans les meilleures conditions possibles et pour que les fonds ne manquent pas lorsqu'il s'agira de garantir une gestion efficace de l'institution, jusqu'à la démolition prévue (2003) des bâtiments?